

La commémoration du 8 mai : Entre traumatisme de guerre et fracture mémorielle

La mort récente de l'avant dernier poilu montre à quel point le traumatisme de guerre fut grand et l'envie de commémorer durable. Jacques Chirac a souhaité que le dernier poilu soit enterré avec les honneurs nationaux. Ce dernier, peu pressé d'en finir, malgré ses 110 ans révolu a dit : ma mort ne vaut pas plus que celle de ceux qui sont tombés les premiers au champ d'honneur. Point donc de cérémonie d'Etat pour le dernier de celle qui devait être la der des der.

Commémorer le 11 novembre ne fut pas toujours sans histoire. Rappelons pour mémoire le courant pacifique. A Ganges par exemple la Mairie refuse l'inauguration officielle du monument aux morts de peur de créer des manifestations. Il a eut souffrance. Mais il a eu victoire. Et commémorer le 11 novembre c'est se souvenir d'une mort de masse ce qui rend plus sensible l'événement historique et donc la commémoration plus pérenne. Les poilus ont tenu et ils ont droit aux honneurs.

Mais pour 39-45 que commémorer ?

Le soldats ? L'armistice é été signé en juin40.

La Résistance, mais alors la date du 8 mai ne correspond à rien.

Il y a concurrence entre les dates et concurrence entre les lieux. Où se recueillir, où faire le deuil ?

Les lieux de la Seconde Guerre mondiale sont éclatés et souvent en périphérie de la ville ou à la campagne, perdus au détour d'un chemin ou d'une rue. Ils ne s'imposent pas dans le paysage comme pour la 1^{er} guerre mondiale.noembre.

Les rites cérémoniels sur la Seconde guerre mondiale se calquent sur le 11 novembre. Rares sont les cérémonies spécifiques. Dans ce cas elles ne se situent pas le 8 mai. Ici ou là on commémore une bataille, une libération, un personnage : à Béziers par exemple c'est Jean Moulin dans le cadre des cérémonies sur la libération de la ville (fin août).

Ce sont ces multiples doutes qui expliquent les difficultés à commémorer le 8 mai et la constante remise en cause de cette date dans le calendrier mémoriel.

La victoire du 8 mai n'est pas la gloire du 11 novembre.

D'autant que l'obsession mémorielle, le retour du refoulé comme l'a souligné en son temps henry Rousso, montre à loisir toute l'ambiguïté de la période. Et s'il y a ambiguïté il y a doute commémoratif. La mémoire publique est alors hésitante et ne se reconnaît pas pleinement dans cet anniversaire.

Robert Frank et Henry Rousso ont montré comment cette date a posé problème, comment elle fut sans cesse mise en cause.

La loi du 7 mai 1946 invite au recueillement le premier dimanche qui suit le 8 mai. Il faut attendre la loi de 1953 pour que ce jour soit férié. Mais le général De Gaulle supprime ce jour férié et jusqu'en 1968 la commémoration de déroule le deuxième dimanche de mai. En 1975 le nouveau président de la République parle de mettre fin purement et simplement à toute commémoration. C'est trop pour les anciens combattants au moment justement où ils ont le sentiment d'être remise en cause notamment à partir du renouveau des travaux des historiens. On le voit très bien dans les années 70.

Une nouvelle génération née, bien après la guerre, n'a pas les mêmes repères que sa devancière. Elle est davantage prête, surtout après mai 68 à faire sauter les verrous et à remettre en cause le légendaire. Alors qu'au contraire, une grande partie de ceux qui ont participé au combat, a déjà disparu, d'où une mémoire résistante qui connaît le « syndrome de la peur », celui de l'oubli et de la remise en cause. Les résistants ont donc le sentiment d'être

le dernier carré à tenir bon, le gouvernement n'étant plus aussi sûr, face aux attaques, qu'ils interprètent à tort, comme une attaque de vichystes nostalgiques. Cette mémoire se sent donc menacée et s'arc-boute sur ses positions, en appelant la jeunesse au devoir de mémoire. La peur de la mort et avec elle du message de la Résistance, ajoutée à ce contexte trouble de remise en cause, les conduit, alors qu'une partie d'entre eux arrive à la retraite, à s'engager dans une politique de mémoire plus active, plus militante.

On le voit très bien dans le discours très engagé de Raymond Aubrac en 1973 pour l'inauguration du monument à Caluire en mémoire de Jean Moulin. Son intervention est empreinte d'une très grande émotion.

D'emblée, c'est en tant que témoin qu'il entend se placer : « Je crois être un des derniers survivants... ces occasions sont celles du souvenir, du recueillement et de la méditation. Je suis très ému d'être appelé ici à apporter mon témoignage et ma réflexion ». Raymond Aubrac peut témoigner à double titre. Il a connu et apprécié Jean Moulin, ce dernier lui faisant confiance en voulant lui confier des responsabilités après l'arrestation du général Delestraint et, il a été arrêté en même temps que lui, dans la maison du Docteur Dugoujon.

Raymond Aubrac veut ainsi « rendre compte », car désormais les « survivants sont plus rares et dispersés, presque seuls avec leurs souvenirs ». La mémoire de la Résistance est désormais menacée, menacée par la disparition programmée des derniers témoins, menacée par des contres mémoires, qui viennent peu à peu la saper. Tel est le sens de l'engagement de Raymond Aubrac, dire en ce jour du trentième anniversaire de la disparition de Jean Moulin, ce que la Résistance, ce que Jean Moulin, ont apporté à la France, et refuser avec force, conviction, les attaques contre ce dernier. Il articule en trois points clefs sa démonstration.

Sans la Résistance, la France ne serait plus une grande puissance, et l'Europe n'existerait pas : « Imaginons l'impossible : que la France ait accepté l'occupation, puis la collaboration voulue par le vieux Maréchal, que serait-il advenu ?... La France comme l'Allemagne aurait été mise en cendres. Que serait-elle aujourd'hui et que serait l'Europe ? Une presque île colonisée et qui devrait soit accepter, soit lutter de nouveau pour son indépendance ». C'est au nom de cette indépendance durement acquise par l'histoire, pour la liberté, que les résistants, ont combattu.

Sans Max, la France aurait connu la guerre civile : « Il faut rassembler et organiser. Vous savez que Jean Moulin l'a fait. Songez à ce qu'aurait été notre pays avant, pendant et après la Libération si cette œuvre n'avait pas été accomplie. Si la Résistance intérieure s'était divisée puis déchirée, quel bénéfice pour l'ennemi : les résonances et ces divisions auraient affaibli également la Résistance extérieure. Et finalement la France libérée, neutralisée par ses querelles internes, n'aurait pas participé comme on sait à la fin victorieuse de la guerre et, ne sachant pas se gouverner elle-même, elle aurait sans doute subi la pesante tutelle des ses puissants alliés ». Cette action, on la doit à la rencontre entre De Gaulle et Jean Moulin : « Et voici à Londres, devant le général de Gaulle qui, pour les alliés, assume la France, le Préfet Jean Moulin qui connaît les Français. Souhaitons savoir un jour ce que fut ce dialogue et ce qu'il apporta à chacun des deux hommes. L'objectif est clairement défini, et pour l'efficacité du combat, et pour le maintien de la nation face à ses ennemis et devant ses alliés ». Pour Raymond Aubrac, l'hommage va bien aux deux hommes, qui apportent chacun leurs convictions, leur vision des choses, et ainsi se complètent. Mais si Jean Moulin a pu réussir, c'est qu'il disposait de qualités exceptionnelles, « il était mieux préparé que beaucoup pour comprendre les vraies dimensions de l'événement » : « sa sensibilité d'artistes, son expérience d'administrateur, son intelligence politique, la qualité de son contact humain étaient les instruments de bord de ce navigateur audacieux ». Pour Raymond Aubrac, il n'est plus seulement le bras guidé par le général de Gaulle, mais un organisateur hors pair, un homme d'exception.

Enfin, trente ans après sa disparition, il est temps de rendre justice. La dernière partie du discours s'inscrit complètement dans une actualité qui, depuis quelques années, vient agiter le

monde résistant. Comme l'a montré Henry Rousso, dans *Le syndrome de Vichy*, depuis la fin des années 60 et le début des années 70, l'action de la Résistance et son importance, sont remises en cause. L'émotion fut vive au moment de la grâce de Touvier, en novembre 1971, par Georges Pompidou qui parle quelques mois plus tard, pour se justifier, « d'oubli » nécessaire. Dans ce contexte le « bourreau de Lyon » est retrouvé en Bolivie, ce qui déclenche une campagne dans la presse. Ces deux affaires inquiètent le monde résistant. A cela s'ajoute le livre d'Henri Frenay (1973) auquel Raymond Aubrac fait allusion : « A ce héros exemplaire, voilà qu'on prête d'étranges et bien machiavéliques desseins ». C'est ce qui explique le discours engagé de Raymond Aubrac, qui demande justice pour Barbie, justice pour Hardy, pour que les morts puissent reposer en paix, pour qu'enfin éclate la vérité : « Sur ces arrestations (celles de Caluire), sur les morts qui ont suivies, la justice n'a pas dit son dernier mot. L'assassin de Max, notre bourreau, le Gestapo Barbie, reconnu et identifié, est en Bolivie. Une certaine presse française, qui eut pourtant quelques liens avec la Résistance, lui ouvre largement ses colonnes. Le Gouvernement français nous fait espérer son extradition. Souhaitons qu'il aboutisse et que les résistants n'aient pas à exprimer de nouveau les sentiments que leur inspire la grâce de Touvier. Souhaitons que Barbie soit jugé, si possible ici, à Lyon, sur les lieux où les crimes furent commis, comme le prescrit la loi. Nous saurons peut-être alors clairement quelle complicité, hélas française, a rendu possible l'arrestation de notre groupe. Pour le moment, René Hardy est libre, après deux procès au cours desquels Lassagne, Gastaldo, moi-même et vous, chère Laure Moulin, nous nous sentions victimes d'une injustice... ».

Le message de la Résistance restera à jamais inscrit dans l'histoire de notre Nation, malgré l'échec du renouveau politique après la guerre : « ... avec Jean Moulin, nous les Résistants, avons, comme en 1789, conquis la liberté. Et je vous le demande : dans notre histoire de France, qu'est-ce qui compte en définitive, la Restauration ou 1789 ? Jean Moulin, l'unificateur, a répondu à la question en parcourant le chemin qui va de Caluire au Panthéon ».

Ce n'est qu'après une terrible campagne électorale sur en partie ces enjeux là que François Mitterrand rétablit avec Pierre Mauroy le 8 mai comme jour férié.

Pour les pistes d'utilisation :

Quels lieux de mémoire dans la ville ?

Quelle cérémonie ?

Qui parle ?

Comparer avec le 11 novembre.